

L'incendie d'un foyer pour adolescentes ce printemps s'est propagé aux institutions: les soupçons de violences sexuelles couvertes au sommet de l'Etat menacent le président

GUATEMALA: LE FEU DU SOUPÇON

CLÉMENT DÉTRY, CIUDAD DE GUATEMALA

Enquête ► Pourquoi la police du Guatemala a-t-elle laissé le foyer pour mineures Virgen de la Asuncion se consumer sans intervenir? Depuis le 8 mars, la question n'obsède pas seulement les familles des quarante et une jeunes filles mortes et des quinze grièvement brûlées dans l'incendie de cette institution sociale sise près de la capitale guatémaltèque. Enfermées, punies pour insubordination depuis la veille, les rebelles de la Virgen de la Asuncion représentaient-elles un danger pour les autorités du pays? Au fil des enquêtes médiatiques et judiciaires, les secrets occultés au printemps ressurgissent en scandale politique.

Il aura fallu plus de six mois pour que la recherche de la vérité connaisse une avancée significative. Et que les abus sexuels maintes fois dénoncés par les proches des victimes voient un début de confirmation.

Le 28 septembre, la justice guatémaltèque condamnait en effet un psychologue à plus de huit ans d'emprisonnement pour un viol commis en 2015 sur une mineure alors âgée de 13 ans. S'il s'agit de la première sanction prononcée contre un employé de ce centre pour jeunes filles, plusieurs témoignages avaient déjà été recueillis concernant des actes de violence ou d'exploitation sexuelles.

L'ombre du président

Le drame du foyer Virgen de la Asuncion se noue la veille de l'incendie, lorsqu'une bagarre et des punitions mettent l'institution sens dessus dessous. Les protestations des pensionnaires débouchent sur une fugue massive. Rattrapées, elles sont enfermées dans une pièce de 47 m². C'est là qu'un matelas enflammé va provoquer le drame.

Le Ministère public a établi que le confinement policier de l'établissement était intervenu sur l'ordre du président de la République, Jimmy Morales. Inculpé pour abus d'autorité, le sous-commissaire local de la police nationale, Luis Armando Pérez Borja, a précisé au Parquet que ses agents encerclaient le foyer sous la supervision directe d'un conseiller présidentiel employé du Secrétariat aux affaires sociales, Carlos Abel Belletón. Ce dernier a fait le déplacement pendant la nuit du 7 au 8 mars et a reçu plusieurs appels du président en personne. L'ordre a ensuite été donné aux policiers de ne pas intervenir pendant l'incendie.

Le président Morales n'a pas réagi au témoignage de M. Pérez Borja, renvoyant simplement les médias à ses propos tenus plus tôt sur CNN: «C'est



Des proches d'une victime de 17 ans se rassemblent autour de son cercueil, le 10 mars. L'incendie du foyer Virgen de la Asuncion, le 8 mars, qui a tué quarante et une jeunes filles, s'est transformé en scandale politique. KEYSTONE

bien moi qui ai donné l'instruction [de ne pas intervenir], c'est moi qui l'ai donnée personnellement, afin que la police nationale fasse le travail qui est le sien: protéger les bâtiments. Aucune personne armée ne pouvait entrer, cela est contraire au protocole.»

M. Morales, cependant, n'explique pas pourquoi un ordre de mobilisation de la police nationale a été donné en réponse à des troubles internes à un foyer pour mineures et avant même que ces dernières ne s'échappent.

«La police aurait dû se borner à localiser les fugueuses. Le conflit des adolescentes avec l'administration du lieu ne causait pas de trouble à l'ordre public», déplore la journaliste Mariela Castañón.

Mauvais traitements

Les justifications de la sous-inspectrice Lucinda Marroquin, inculpée d'homicides, sont particulièrement attendues: détentrice de la clé cellulaire, elle devra expliquer pourquoi elle n'a pas ouvert la porte après le déclenchement de l'incendie. Pour Mayra Jimenez, porte-parole du collectif de soutien aux victimes Ocho Tijax et confidente de plusieurs survivantes, l'ordre de demeurer hors du bâtiment serait une pâle excuse, puisque M^{me} Marroquin et d'autres

officiers de police se seraient introduits dans l'établissement en violation du protocole d'intervention pendant la nuit du 7 au 8 mars.

Autre mystère: pourquoi M. Belletón, l'envoyé présidentiel, a-t-il informé les pompiers de la fugue mais pas de l'incendie? «Ils sont d'abord venus sans fourgon d'incendie, ce qui a considérablement retardé son extinction», signale le procureur Edwin Marroquin (nom de famille répandu au Guatemala).

Enfin, les causes exactes de la rébellion des pensionnaires restent à déterminer. D'après plusieurs sources proches du dossier que *Le Courrier* a contactées, les occupantes de l'établissement ont pu être victimes de mauvais traitements et de prostitution forcée. Jusqu'à ce que des punitions particulièrement dures infligées le 7 mars ne déclenchent la révolte fatale.

Témoignages accablants

Paula Barrios, de l'organisation féministe Mujeres Transformando el Mundo (MTM), doute que l'enquête fasse toute la lumière sur ces événements. «Les magistrats passent à côté des problèmes structurels du système national de protection de l'enfance et des raisons profondes de la révolte du 7 mars», affirme M^{me} Barrios. Son organisation a

récemment demandé l'ouverture d'une enquête parallèle au sujet d'actes de «torture» dans l'établissement.

Proche des survivantes, Mayra Jimenez abonde: «La révolte est intervenue après des actes d'humiliation et de torture, et elle a été réprimée par l'humiliation et la torture. Une victime survivante a reçu un coup de canif en s'échappant. Une autre a été hospitalisée pour une luxation de la hanche ce jour-là. A son retour au foyer dans la nuit, celle-ci a été menottée au dernier cran comme une criminelle et poussée à grands coups dans la salle où ont été enfermées les 56 victimes. Plusieurs témoignages de survivantes concordent pour caractériser ces actes de torture, violences qu'elles ne subissaient pas pour la première fois.»

Disparitions

Mario Polanco, de l'organisation de défense des droits humains Grupo de Apoyo Mutuo (GAM), regrette de son côté que l'enquête ouverte par le Parquet contre la traite humaine «n'ait lamentablement abouti à rien». Cet organe avait pourtant été saisi par son homologue aux droits humains (PDH) en avril. Ce dernier affirmait avoir connaissance de quarante-cinq cas potentiels d'abus sexuels dans le foyer.

Selon le PDH, on ne pouvait exclure «l'existence d'un système de recrutement forcé des mineures à des fins d'exploitation sexuelle». Sollicités par *Le Courrier*, les services du procureur contre la traite humaine, Alexander Colop, déclarent pourtant n'avoir connaissance «d'aucun élément ni indice de traite des personnes ou d'exploitation sexuelle dans le foyer Virgen de la Asuncion».

«Nous ne pouvons prouver directement l'existence d'un réseau d'exploitation sexuelle mais nous pouvons affirmer qu'un certain nombre de disparitions n'ont pas été signalées au Parquet par le personnel du foyer», réplique Paula Barrios. Officiellement, quelque nonante-trois adolescentes ayant transité par Virgen de la Asuncion sont portées disparues depuis 2015, chiffre très largement sous-estimé selon MTM. L'ONG a contesté cette statistique devant la Cour suprême de justice.

Violence aux yeux bleus

De fait, ce centre, avant même la tragédie, était déjà connu de la presse locale comme le «foyer dont les enfants s'échappent». Le Ministère public a émis plus de trois cents avis de recherche de pensionnaires depuis 2015.

L'ONG GAM a obtenu la localisation de trois adolescentes échappées du foyer et portées disparues. Son directeur, Mario Polanco, a répété au *Courrier* le témoignage de l'une d'entre elles, qui affirme avoir fui le foyer après avoir vu «cinq ou six hommes» extérieurs à l'établissement y commettre des viols. Sans affirmer que ces personnes étaient étrangères, la jeune fille a signalé que l'un de ces hommes «avait les yeux bleus», un trait physique peu commun dans le pays.

Selon le Département d'Etat des Etats-Unis, le Guatemala est un des principaux pays de transit et de travail des adultes et enfants sujets à la traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle sur le continent américain. L'institution signale que «des femmes et adolescentes du Guatemala» sont «exploitées sexuellement» dans ce pays, mais aussi au Mexique, au Belize, à Panama et aux Etats-Unis.

Le scandale du foyer Virgen de la Asuncion, dont l'histoire reste pour beaucoup à écrire, peut-il changer la donne? Norma Cruz, de la fondation Sobrevivientes, veut y croire: «Des grands bouleversements se profilent au Guatemala. Les plaintes pour abus et exploitation sexuels se multiplient et beaucoup de victimes ont surmonté leur peur. Une culture de dénonciation s'est installée, qui conduira tôt ou tard à l'ouverture de grands procès pour traite des personnes à différents niveaux de l'Etat.» I

JIMMY MORALES SOUS LA PRESSION DE LA RUE

Si le président semble avoir suivi les tragiques événements du foyer Virgen de la Asuncion de très, très près, le rôle de son épouse reste à déterminer. En tant que première dame, Patricia de Morales est en effet la responsable du Secrétariat aux affaires sociales de la présidence du Guatemala (SASPG), qui chapeaute plusieurs institutions d'assistance publique et de protection de l'enfance, à l'instar des quatre Hogares Seguros (foyers sûrs) pour enfants de rue mis en place en

2012, dont le foyer Virgen de la Asuncion. Dans quelle mesure Patricia de Morales pourrait-elle être impliquée dans ce drame?

La crainte de voir le couple présidentiel n'avoir jamais à répondre aux questions des Guatémaltèques explique pour bonne part le succès de la mobilisation politique et artistique contre la corruption organisée le 8 septembre. Plus de 25 000 manifestants ont notamment défilé dans les rues de Ciudad de Guatemala pour dénoncer

l'enquête, jugée lente et incomplète, menée sur l'incendie du foyer pour jeunes filles.

Plus largement, Mariela Castañón, qui fut une des premières journalistes à mettre en évidence les mauvais traitements dans le foyer Virgen de la Asuncion en 2015, souligne que l'implication du président, Jimmy Morales, dans la tragédie du 8 mars est un «ingrédient important» des protestations qui secouent actuellement le pays. «Il y a cependant beaucoup

d'autres motifs d'indignation», ajoute-t-elle.

Depuis la tentative d'éviction par M. Morales du fonctionnaire onusien Ivan Velázquez, chef de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG), le *New York Times* évoque une «situation critique» pour la démocratie dans le pays. Le juge colombien, qui enquête depuis quatre ans sur les réseaux de corruption au Guatemala pour le compte de l'ONU, avait annoncé la levée de l'immunité judiciaire du chef de

l'Etat en raison de contributions suspectes à sa campagne électorale de 2015. Le décret présidentiel d'expulsion de M. Velázquez a été suspendu en août par la Cour constitutionnelle. En octobre, le gouvernement a révoqué puis accepté au dernier moment de renouveler le visa du fonctionnaire international.

En tout, près de 250 000 personnes ont défilé contre Jimmy Morales depuis fin août, rappelant la situation sociale explosive qui, en 2015, avait conduit à la

démission de son prédécesseur, le corrompu Otto Pérez Molina. Pour succéder à ce dernier, M. Morales s'était engagé à mener une politique de tolérance zéro envers la corruption et de remise en cause de l'impunité de la classe politique.

Cette dernière affiche désormais un soutien beaucoup moins enthousiaste à l'ex-humoriste, comme en témoignent la démission de trois de ses ministres et le soutien récent de 70 députés sur 158 à la levée de son immunité. **CDY**